

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Direction de l'Architecture

SITES

ARRÊTÉ

Le Ministre de la Culture et de l'Environnement

- VU la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique légendaire ou pittoresque, modifiée par la loi n° 67.1174 du 28 décembre 1967 ;
- VU le décret n° 69.607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5.1 de la loi du 2 mai 1930 sur la protection des sites ;
- VU la loi du 12 avril 1943 portant réglementation de la publicité et des enseignes et notamment les articles 5 et 9 ;
- VU le décret du 9 février 1968 portant application du décret du 7 février 1959 modifié relatif au camping et notamment les articles 2 et 6 ;
- VU le décret n° 72.37 du 11 janvier 1972 relatif au stationnement des caravanes et notamment les articles 3, 7, 9 et 10 ;
- VU le décret n° 70.288 du 31 mars 1970 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales et supérieure des sites ;
- VU l'avis émis le 17 décembre 1976 par le conseil municipal de MILLANCAY ;
- VU la délibération du 2 mars 1977 de la commission des sites, perspectives et paysages du département du Loir-et-Cher ;

A R R Ê T É :

ARTICLE 1er - Est inscrit sur l'inventaire des sites pittoresques du département du Loir-et-Cher l'ensemble formé sur la commune de MILLANCAY par le site du château de Marcheval et délimité comme suit dans le sens des aiguilles d'une montre conformément au plan annexé au présent arrêté :

Section A dite de Marcheval (feuille unique) à partir de l'intersection de la limite Ouest de la parcelle n° 3 avec la limite communale MILLANCAY / NEUNG-sur-BEUVRON ;

- la limite communale MILLANCAY / NEUNG-SUR-BEUVRON ;

.../...

- la limite Nord-Ouest de la parcelle n° 39 (non comprise),
- les limites Ouest et Nord de la parcelle n° 25,
- la limite Ouest des parcelles n° 27, 22, 29, 30, 33 et 3.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département du Loir-et-Cher et au Maire de la Commune de MILLANCAY qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution, et au propriétaire intéressé.


Fait à PARIS, le 28 DEC 1977

Pour le Ministre et par délégation

P/le Directeur de l'Architecture
Le Directeur adjoint

Raymond BOCQUET

Pour Ampliation
l'Administrateur Civil chargé des Sites



Gilbert SIMON